

**Italie - Liaison Lyon-Turin -
Réponse de M. Alain Vidalies,
secrétaire d'État chargé des
transports, de la mer et de la pêche,
à une question à l'Assemblée
nationale
(Paris, 22 février 2017)**

Monsieur le Député, la loi de ratification de l'accord entre la France et l'Italie au sujet du tunnel de la ligne Lyon-Turin vient d'être publiée au Journal officiel. Le Lyon-Turin n'est donc plus un projet, mais un chantier, dont l'achèvement est prévu pour 2029. Ce tunnel permettra - vous l'avez rappelé fort justement - de renforcer l'attractivité de nos territoires, de stimuler l'emploi et de répondre à nos engagements pris en faveur du développement durable, en favorisant le report modal.

La part française est estimée à 25% du coût du projet, soit 2,21 milliards d'euros, valeur 2012, en tenant compte du financement important et attendu par l'Union européenne, à hauteur de 40%. Lors de l'inauguration du tunnelier, le 21 juillet 2016, Manuel Valls a confirmé l'engagement de la France sur toute la durée du chantier, de l'ordre de 200 millions d'euros par an de 2017 à 2029. Il a annoncé que cela ne pèserait pas exclusivement sur le budget de l'État, puisque ce projet pourrait bénéficier du Fonds pour le développement d'une politique intermodale des transports dans le massif alpin, alimenté par le résultat des sociétés exploitant les tunnels routiers du Mont-Blanc et du Fréjus.

Reste la question de la mise en oeuvre de l'excellent rapport que vous avez réalisé sur l'utilisation de ce que l'on appelle l'Eurovignette. Vous examinez en ce moment les moyens d'approfondir ces initiatives, dans une discussion avec la Commission européenne - car nous devons prendre des garanties sur le plan juridique, au moment où la Commission, elle-même, songe à apporter des modifications. En tout cas, cette question est importante et reste d'actualité. Ce projet, qui est aujourd'hui une réalité, est à mettre au bilan du gouvernement./.

(Source : site Internet de l'Assemblée nationale)